



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE
DES INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Deuxième Réunion ordinaire de 2021
7 octobre 2021
Réunion virtuelle

OEA/Ser.E
GRIC/O.2/doc.54/21
18 janvier 2022
Original: anglais

RAPPORT FINAL

M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis d'Amérique pour le processus des Sommets des Amériques et Président de la réunion, a souhaité la bienvenue aux coordinateurs nationaux du processus des Sommets, aux représentants des États participants et des institutions du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC). La liste des participants a été publiée sous la cote [GRIC/O.2./doc.53/21 rev. 1.](#)

1. Allocution d'ouverture de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets des Amériques

L'allocution de M. Kevin O'Reilly, Président du GRIC et Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets, a été publiée sous la cote [GRIC/O.2/INF.16/21.](#)

Le Président du GRIC a remercié toutes les délégations pour leur participation à la Deuxième Réunion ordinaire du GRIC de 2021 et pour leur volonté de faire en sorte que le processus des Sommets continue d'être inclusif et significatif. Il a souligné que les États-Unis souhaitaient rassembler la région afin de relever les défis communs et de faire avancer les priorités partagées. À cet égard, le Président a indiqué qu'il attendait avec intérêt de discuter du thème proposé et a déclaré qu'il espérait annoncer la date et le lieu du Neuvième Sommet en marge de l'Assemblée générale de l'OEA en novembre 2021.

Il a conclu ses remarques en exprimant sa gratitude au Gouvernement du Pérou pour avoir accueilli le Huitième Sommet et pour le rôle qu'il a joué en tant que Vice-président du GRIC, et en remerciant le Secrétariat aux Sommets des Amériques pour avoir organisé la réunion.

2. Calendrier conceptuel, examen des questions et commentaires relatifs au Neuvième Sommet des Amériques

Présentation du calendrier conceptuel du Neuvième Sommet des Amériques par M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets des Amériques

M. Kevin O'Reilly a présenté au GRIC pour examen la proposition de calendrier conceptuel pour le Neuvième Sommet des Amériques. Le Président de la réunion a expliqué que les États-Unis prévoyaient d'accueillir le Neuvième Sommet des Amériques à l'été 2022, et qu'avant cet événement

ils comptaient accueillir au moins deux réunions des ministres du GRIC, dont une en marge de l'Assemblée générale de l'OEA de 2021 et la seconde juste avant le Neuvième Sommet, en plus d'un certain nombre de réunions ordinaires du GRIC.

Le Président du GRIC a réitéré que la valeur des Sommets des Amériques tenait au fait qu'ils réunissent non seulement les dirigeants mais aussi les peuples des Amériques afin de leur permettre de travailler ensemble pour relever les défis auxquels le continent américain est confronté et pour tirer parti des possibilités qui s'offrent à la région. Il a ainsi expliqué que les États-Unis s'efforceraient de faire en sorte que le GRIC puisse entendre la société civile et le secteur privé tout au long du processus du Sommet.

En l'absence de commentaires ou d'observations des délégations, le calendrier conceptuel du Neuvième Sommet des Amériques a été approuvé. Il a été publié sous la cote [GRIC/O.2/doc.52/21 rev. 1](#).

3. Mise en œuvre de l'Engagement de Lima

a. Observations du Gouvernement du Pérou, formulées par l'Ambassadrice María Cecilia Rozas Ponce de León, Directrice générale des affaires multilatérales et mondiales au Ministère des Relations extérieures

L'intervention de l'Ambassadrice María Cecilia Rozas Ponce de León a été publiée sous la cote [GRIC/O.2/INF.17/21](#).

Dans son exposé, l'Ambassadrice Rozas Ponce de León a souligné que les résultats du Huitième Sommet constituaient une réponse décisive des chefs d'État et de gouvernement des Amériques contre la corruption. Elle a également montré comment la plateforme en ligne du Mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima servait d'outil permettant aux citoyens de suivre les progrès des pays et elle a annoncé que le Pérou travaillait avec le Secrétariat aux Sommets des Amériques au transfert du logiciel afin d'assurer la continuité du Mécanisme. De même, l'Ambassadrice a félicité les États membres pour les efforts qu'ils déploient pour rendre compte de leurs progrès et a souligné l'importance de continuer à mettre à jour ces informations. Elle a également souligné l'implication de la société civile, qui s'est révélée comme un concept allant au-delà de la rhétorique, avec des initiatives concrètes telles que l'Observatoire citoyen de la corruption.

L'Ambassadrice Rozas Ponce de León a déclaré que l'une des priorités de la politique extérieure de son pays était la lutte contre la corruption. Elle a donc remercié le Président d'avoir intégré dans le document de réflexion l'impact de l'Engagement de Lima sur la région.

b. Exposé sur l'Observatoire citoyen de la corruption par M. Andrés Hernández de Transparency - Colombie

L'exposé de M. Andrés Hernández a été publié sous la cote [GRIC/O.2/INF.18/21](#).

M. Hernández a souligné que l'Observatoire citoyen de la corruption avait développé une méthodologie pour analyser la mise en œuvre de l'Engagement de Lima, laquelle méthodologie est basée sur des indicateurs en matière de réglementation et de pratiques. Il a annoncé que le score moyen

obtenu était de 1,17 sur 3,00. M. Hernández a souligné que ce score tenait compte, d'une part, de changements intervenus dans la législation tandis que, d'autre part, des défis subsistaient en matière d'élaboration de politiques publiques et d'outils pratiques qui garantissent le respect des engagements.

M. Andrés Hernández a indiqué que l'Observatoire considérait l'Engagement de Lima comme un instrument clé de promotion de la lutte contre la corruption dans la mesure où il allie des outils innovants et des outils plus traditionnels. Il a toutefois souligné que les progrès restaient insuffisants. Enfin, il a annoncé que des rapports nationaux seraient lancés et des résultats régionaux complets seraient publiés d'ici la fin du mois d'octobre 2021.

Commentaires des délégations

Le Vice-ministre des relations extérieures chargé des questions de politique extérieure multilatérale de la République dominicaine, l'Ambassadeur Ruben Silie Valdez, a expliqué que la lutte contre la corruption constituait un objectif principal de son gouvernement, raison pour laquelle son pays estime qu'il est important de renforcer la mise en œuvre de l'Engagement de Lima. Il a souligné que le renforcement de la transparence dans l'utilisation des fonds publics allait de pair avec la technologie, car celle-ci contribue à rendre les processus plus efficaces et sensibilise les agents publics à la nécessité d'adhérer à des normes éthiques. En ce sens, il a relevé que le Bureau du budget général de la République dominicaine avait augmenté la fréquence de publication des rapports sur les dépenses. Deuxièmement, il a mis en relief les efforts déployés par les institutions publiques pour former le personnel à un comportement qui soit en cohérence avec les directives déontologiques et il a donné l'exemple de la Direction du respect des règles et des sanctions au sein de l'Institut dominicain des télécommunications.

L'Ambassadeur Ruben Silie Valdez a fait ressortir que son gouvernement avait élaboré, conjointement avec la société civile, une politique nationale sur les données en libre accès. Toujours en ce qui concerne ces données, il a attiré l'attention sur le fait que son gouvernement était conscient du rôle du capital humain, raison pour laquelle des agents publics ont bénéficié d'une initiation aux données en libre accès dans le cadre du Programme interaméricain de données en libre accès (PIDA) afin de prévenir et combattre la corruption. De même, il a souligné la mise en place d'un conseil de ministres pour la transparence, la prévention de la corruption et le contrôle des dépenses publiques, ainsi que les initiatives de la Direction générale de la déontologie et de l'intégrité du gouvernement. Il a également évoqué la création d'un bureau du procureur général non partisan, qui a reçu l'approbation des différents partis et de la société civile.

D'autre part, il a appelé à une plus grande inclusion dans le domaine de la technologie et à la réduction de la fracture numérique, notamment dans le domaine de l'éducation. À cette fin, il a mis en relief la création du conseil de ministres pour la transformation numérique ainsi que le renforcement de la loi sur la protection des données à caractère personnel. Il a également relevé l'importance du soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) pour parvenir à un développement durable et il a expliqué que son gouvernement canalisait des crédits vers les PME, tout en privilégiant celles dirigées par des femmes dans le cadre des appels d'offres.

Il a conclu en soulignant que ces points avaient été partagés, en même temps que d'autres, par le biais de la plateforme de suivi du Secrétariat aux Sommets des Amériques dans le but de contribuer à la synergie régionale en matière de lutte contre la corruption. Il a ajouté que son pays était conscient

que la seule manière de combattre ce fléau social était d'intégrer dans le cadre de ces efforts tous les secteurs affectés.

Le Coordinateur national du Guatemala pour les Sommets, l'Ambassadeur Carlos Ramiro Martinez, a souligné que son gouvernement était déterminé à mettre en œuvre l'Engagement de Lima. Il a abordé plusieurs bonnes pratiques présentées par son gouvernement dans le cadre de la trente-sixième session plénière du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption (MESICIC), qui s'est tenue en septembre 2021, notamment le dialogue public-privé et la table ronde de coopération sur les questions douanières mise en œuvre avec l'Autorité de contrôle de l'administration fiscale, la sensibilisation au code de déontologie à l'intention du personnel de l'Autorité de contrôle, la mise en œuvre d'un système de gestion du respect de la déontologie selon les normes ISO, le code de déontologie du Contrôleur général des comptes, et l'élaboration du cinquième plan de gouvernement ouvert (2021-2023). Il a également mentionné que les Bahamas et l'Australie évaluaient le Guatemala dans le cadre du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption et a expliqué que chacune des préoccupations soulevées par les États examinateurs dans le cadre de l'examen préalable était en cours de traitement.

En ce qui concerne les autres organes de lutte contre la corruption, l'Ambassadeur Carlos Ramiro Martinez a souligné que la Commission présidentielle contre la corruption avait reçu 366 alertes de corruption jusqu'en septembre 2021, lesquelles ont toutes été traitées. En outre, en termes de prévention, il a expliqué que cette institution avait élaboré des propositions d'instruments juridiques visant à prévenir les actes illicites dans l'administration publique et des recommandations relatives à l'accès à l'information et à la transparence active.

Le Coordinateur national du Nicaragua, l'Ambassadeur Luis Alvarado, a souligné que la lutte contre la corruption constituait une question d'une importance exceptionnelle pour son gouvernement. Il a également souligné que les efforts en matière de lutte contre la corruption passaient nécessairement par la lutte contre la faim et la pauvreté. À l'inverse, il a expliqué que la corruption entraînait la pauvreté, l'absence de justice et qu'elle décourageait les investissements, et que pour cette raison, il était important d'évoluer vers une culture administrative qui favorise une administration publique efficace, dans laquelle les administrateurs appliquent des règles transparentes et objectives. Par ailleurs, en ce qui concerne l'Engagement de Lima, l'Ambassadeur Luis Alvarado a expliqué que le Nicaragua n'avait pas souscrit à cet accord, ni à aucun autre texte émanant du Huitième Sommet des Amériques, car le pays n'avait pas participé à sa négociation.

Le représentant par intérim du Paraguay près l'OEA a évoqué le travail que son pays effectuait pour mettre en œuvre les mandats de l'Engagement de Lima, notamment en matière d'information publique. Il a souligné que l'accès à l'information contribuait à la qualité du système démocratique. En ce sens, le représentant a mentionné que le Secrétariat national de lutte contre la corruption effectuait des vérifications mensuelles de toutes les obligations incombant aux organismes publics en matière de publication d'informations et il a expliqué que ces données étaient compilées dans le cadre d'un groupe spécial sur la conformité dans le domaine de la transparence et qu'elles étaient disponibles en formats ouverts. Il a annoncé qu'en octobre 2019, le Paraguay avait lancé un groupe spécial sur l'accès à l'information, qui permet aux citoyens d'évaluer les niveaux de conformité aux réglementations en matière de transparence. Enfin, il a ajouté que le Paraguay avait fait l'objet d'un examen dans le cadre du MESICIC et qu'il avait reçu le rapport correspondant.

La Coordinatrice nationale du Suriname pour les Sommets, l'Ambassadrice Miriam MacIntosh, a souligné l'attachement de son pays à la lutte contre la corruption. Elle a déclaré que le Suriname travaillait à l'adaptation de la législation existante pour faire en sorte que la lutte contre la corruption soit plus efficace. Elle a également annoncé que son pays était en train de nommer un procureur spécial pour accélérer tout particulièrement le traitement des cas de corruption et que le nouveau gouvernement avait créé une commission présidentielle contre la corruption, qui vise à traiter les cas devant faire l'objet d'un suivi. Elle a conclu son intervention en annonçant que le Suriname était sur le point de ratifier la Convention des Nations unies contre la corruption.

Le Coordinateur national adjoint des États-Unis, M. David Silverman, a reconnu que la corruption dans le continent américain continuait à aggraver les inégalités économiques et à saper les institutions, la pandémie exacerbant ces faiblesses. Il a également déclaré que les États-Unis partageaient les préoccupations concernant la tendance au recul de la démocratie et qu'ils convenaient qu'il fallait redoubler d'efforts dans la lutte contre la corruption, en favorisant une croissance inclusive et en renforçant les institutions démocratiques.

M. David Silverman a ensuite souligné que l'administration Biden-Harris considérait la lutte contre la corruption comme une priorité absolue et que les instances du Gouvernement des États-Unis utilisaient une série d'outils pour promouvoir la transparence et la responsabilité, lutter contre l'impunité, renforcer les capacités et tirer parti de la participation du pays aux forums internationaux afin de combattre la corruption et de renforcer l'engagement des citoyens. En ce sens, M. David Silverman a expliqué que les États-Unis étaient le premier pays à criminaliser la corruption étrangère, et qu'ils avaient réussi à récupérer et à restituer plus de 1,5 milliard d'USD en biens publics volés au cours des deux dernières années.

Troisièmement, M. Silverman a mentionné qu'en juin 2021, le Président Biden avait publié un mémorandum relatif à une étude de sécurité nationale sur la lutte contre la corruption, faisant de celle-ci une priorité essentielle en matière de sécurité nationale. Il a ajouté que les États-Unis examinaient la manière dont son gouvernement et ses partenaires pouvaient coordonner et mobiliser des ressources pour mieux lutter contre ce fléau.

En ce qui concerne la politique extérieure des États-Unis sur ces questions, M. David Silverman a mis en relief plusieurs actions que le gouvernement menait. Tout d'abord, il a souligné que son pays s'était porté candidat pour accueillir la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption en 2023. Ensuite, il a relevé qu'en juin 2021, le Congrès américain avait mis sur pied un groupe parlementaire dans le but de lutter contre la corruption et la kleptocratie à l'échelle mondiale. Troisièmement, il a annoncé qu'en décembre, le Président des États-Unis accueillerait le Sommet pour la démocratie et il a expliqué que ce sommet représentait une occasion pour les gouvernements, le secteur privé et la société civile de présenter leurs idées, de rendre compte des engagements pris précédemment, tout en prenant de nouveaux engagements pour lutter contre la corruption, assurer une protection contre l'autoritarisme et promouvoir le respect des droits humains.

Enfin, il a annoncé que les États-Unis préoyaient d'accueillir le Neuvième Sommet en toute humilité, sans prétendre connaître toutes les réponses, mais en ayant un esprit ouvert quant aux efforts à déployer pour surmonter les difficultés rencontrées sur le plan national, tout en travaillant avec des partenaires pour soutenir la démocratie et les droits humains à l'extérieur. Il a ajouté que sa délégation attendait avec intérêt de continuer à travailler avec le Président et les collègues du GRIC à la mise en

œuvre de l'Engagement de Lima et à la réaffirmation de leur engagement contre la corruption lors du Neuvième Sommet.

M^{me} Sara Cohen, Coordinatrice nationale du Canada pour les Sommets et Directrice générale pour l'Amérique du Sud et les affaires interaméricaines d'Affaires mondiales Canada, a confirmé que la lutte contre la corruption par le biais d'un travail soutenu de mise en œuvre de l'Engagement de Lima était une priorité pour la région. Elle a mis en garde contre le fait que la corruption sapait l'État de droit, contribuait aux inégalités et favorisait le crime organisé, tout en entravant la démocratie et le respect des droits humains. M^{me} Sara Cohen a fait valoir que la lutte contre la corruption était donc essentielle pour promouvoir la confiance dans les institutions publiques, garantir le respect de l'État de droit, favoriser un traitement juste des citoyens et maintenir un ordre international fondé sur des règles.

Le Secrétaire aux questions continentales à l'OEA, l'Ambassadeur James Lambert, a remercié le Président pour ses observations, ainsi que les différentes délégations pour les commentaires formulés sur le suivi qu'elles continuent de mettre en œuvre en ce qui concerne l'Engagement de Lima. Il a également félicité le Président pour l'approche inclusive du processus des Sommets et a souligné que la participation de la société civile et du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) était essentielle pour aider les États à respecter leurs engagements.

Deuxièmement, l'Ambassadeur Lambert a attiré l'attention sur la mise en place des centres nationaux de lutte contre la corruption dans chacun des pays participant aux Sommets, lorsqu'il a abordé l'exposé de Transparency Colombie sur l'Observatoire citoyen de la corruption.

Troisièmement, il a annoncé que le Secrétariat continuerait à mettre à jour les rapports reçus par les États sur leur engagement en vue du Neuvième sommet. En conséquence, il a rappelé aux pays participants qu'il était encore possible d'inclure des meilleures pratiques pour la région.

Par la même occasion, l'Ambassadeur Lambert a fait observer que plusieurs des mandats s'appliquaient non seulement aux pays mais également aux institutions du GTCC, notamment en ce qui concerne l'assistance aux États membres. À cet égard, il a expliqué que la coordination du système interaméricain était un résultat important du Huitième Sommet, qui sera mis en avant et mis à la disposition de la présidence. Il a souligné les efforts qui ont été déployés pour renforcer la fonctionnalité du GTCC, y compris la signature d'un protocole d'accord actualisé, et l'intégration de nouveaux membres tels que l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

4. Présentation du document de réflexion sur le thème proposé pour le Sommet

Observations de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour le processus des Sommets des Amériques

L'intervention de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets, a été publiée sous la cote [GRIC/O.2/INF.19/21](#).

Le Président du GRIC a souligné que les États-Unis avaient pour objectif que le Sommet apporte des réponses concrètes aux besoins les plus pressants des populations. Il a déclaré qu'ils avaient

entendu les appels à l'action dans le cadre de conversations avec d'autres gouvernements et de dialogues avec le secteur privé, la société civile et le GTCC.

Il a annoncé le thème proposé pour le Neuvième Sommet, « Construire un avenir durable, résilient et équitable », qui a été présenté dans le Document de réflexion du Neuvième Sommet des Amériques, publié sous la cote [GRIC/O.2/doc.51/21](#). Il a souligné que les États-Unis considéraient ces trois éléments, à savoir la durabilité, la résilience et l'équité, comme des thèmes transversaux, qui guideront le programme du Sommet dans les quatre domaines prioritaires ci-après : Santé, relèvement et résilience ; Notre avenir vert ; Croissance et prospérité équitables ; et Démocraties fortes et inclusives.

Observations des délégations

L'Ambassadrice du Pérou, María Cecilia Rozas Ponce de León, a souligné que son pays partageait la vision qui appelle à construire un avenir en s'attaquant aux questions de la durabilité, de la résilience et de l'équité, entre autres défis imposés par la pandémie. Avant de commenter les domaines prioritaires proposés, elle a évoqué la nécessité de placer le citoyen ordinaire au centre des efforts de l'État.

En ce qui concerne le domaine prioritaire de la santé, du relèvement et de la résilience, elle a souligné l'importance d'améliorer les capacités technologiques afin de contrôler la propagation des maladies, en accordant une attention particulière au renforcement des capacités en matière de soins de santé primaire. Elle a souligné la nécessité de renforcer la coopération entre les gouvernements, de travailler au transfert des biotechnologies, et d'étudier les moyens de créer des centres de production de vaccins dans la région. Enfin, elle a souligné qu'il fallait travailler davantage à l'amélioration du système de santé mondial, dont les lacunes ont été mises au jour par la pandémie.

En ce qui concerne le domaine « Notre avenir vert », l'Ambassadrice Maria Cecilia Rozas Ponce de León a souligné que la coopération était essentielle pour atteindre la résilience climatique. Elle a déclaré que l'équilibre entre l'adaptation et l'atténuation devait être assuré au moyen du financement, et que le multilatéralisme pouvait y contribuer de manière décisive. Elle a également souligné que le relèvement économique devait converger avec la préservation de l'environnement.

En ce qui concerne la croissance et la prospérité équitables, conformément à la Déclaration de Buenos Aires, adoptée dans le cadre de la Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT) de 2021, elle a appelé au développement de stratégies centrées sur les personnes. Elle a déclaré que de telles stratégies devraient viser à promouvoir et à formaliser l'emploi ainsi qu'à assurer la justice sociale, l'équité, l'emploi productif, le travail décent et le développement durable. De même, le Pérou considérerait que la sortie de crise devrait être inclusive, durable et résiliente, conformément à l'Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain, adopté lors de la Conférence internationale du travail de 2021.

En ce qui concerne le domaine des démocraties fortes et inclusives, elle s'est réjouie que le Neuvième Sommet des Amériques assume et élargisse les engagements pris à Lima et elle a demandé que l'objectif de sauvegarder la Charte démocratique interaméricaine soit réaffirmée. Elle a également annoncé que le Pérou continuerait à promouvoir le Mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima.

Le Représentant permanent du Honduras près l'OEA, l'Ambassadeur Luis Fernando Cordero, a expliqué que les priorités énoncées dans le document de réflexion coïncidaient avec celles du Président du Honduras. Il a également souligné la nécessité de transformer les organisations et les systèmes de santé, notamment au vu de l'inégalité qui transparaît en matière de distribution des vaccins aux pays en développement.

En ce qui concerne le domaine « Notre avenir vert », il a indiqué qu'il s'agissait de l'une des priorités les plus importantes pour la région et il a abordé l'impact du changement climatique sur le Honduras. Il a expliqué que le pays avait été confronté non seulement à une pandémie, mais aussi à deux ouragans extrêmement dévastateurs qui ont entraîné des pertes humaines et économiques considérables. Il a ajouté que si l'on n'agissait pas face au changement climatique, il n'y aurait ni croissance ni prospérité, et les démocraties seraient menacées.

M^{me} Sara Cohen, Coordinatrice nationale du Canada pour le Sommet, a exprimé son soutien au thème proposé pour le Sommet, ainsi qu'aux quatre domaines prioritaires identifiés dans le document de réflexion. Tout d'abord, elle a souligné que le continent américain devait adopter une approche inclusive pour répondre aux besoins des personnes touchées de manière disproportionnée par la pandémie, y compris les femmes, les populations autochtones, les personnes LGBTQ+, les personnes d'ascendance africaine, les migrants, et d'autres populations vulnérables. Deuxièmement, elle a appelé à ce que la parité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes et des filles soient explicitement mentionnées dans les quatre domaines prioritaires du document de réflexion. Troisièmement, elle a salué l'initiative du pays hôte de faire appel aux points de vue de la société civile et du secteur privé, car ils favorisent l'inclusion de voix diverses dans tous les aspects du processus des Sommets.

En ce qui concerne les questions environnementales, M^{me} Cohen a souligné que la crise de la COVID-19 exacerbait les défis qui existaient avant la pandémie, y compris le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité. Elle a relevé que l'engagement du Canada en faveur de l'action internationale en matière de climat et de biodiversité a été renforcé face à la pandémie et que son pays en ferait état dans le cadre des discussions du Neuvième Sommet. Elle a fait valoir que les pays devraient faire montrer de degrés d'ambition plus élevés en matière de réduction des émissions et intégrer l'action en faveur de la biodiversité dans les plans relèvement face à la pandémie.

M^{me} e Cohen a également reconnu que l'inégalité et la marginalisation persistaient à travers le continent américain et que la résolution de ces problèmes était essentielle à un relèvement inclusif. Elle a expliqué que l'inclusion numérique contribuerait à réduire les obstacles à l'éducation, à l'emploi, à l'accès aux soins de santé et aux services publics.

En ce qui concerne la protection de la démocratie, M^{me} Cohen a souligné qu'à l'occasion de la célébration du vingtième anniversaire de la Charte démocratique interaméricaine, les pays devaient reconnaître que, malgré les progrès accomplis au cours des vingt dernières années, il était possible de faire davantage pour défendre les principes démocratiques, y compris en termes de réponse aux crises et d'actions à moyen et à long terme qui garantissent que les bases appropriées sont en place en vue du relèvement. Elle a également expliqué que la démocratie ne se limitait pas aux élections, mais qu'elle impliquait une gouvernance inclusive et responsable par le biais d'institutions indépendantes, ainsi que la promotion et le respect des droits humains et de l'État de droit. M^{me} Cohen a ajouté que les pays devaient veiller à ce que tous les membres de la société aient la possibilité de se faire entendre et d'être

écoutés. Par conséquent, elle a souligné que le processus du GRIC offrait une possibilité de concertation sur la meilleure façon de répondre aux attentes des citoyens.

Le Coordinateur national du Guatemala pour les Sommets, l'Ambassadeur Carlos Ramiro Martinez, a fait valoir que les efforts de développement et de distribution des vaccins avaient porté leurs fruits grâce à la coopération multilatérale, qui a favorisé le renforcement des systèmes de santé. Il a également remercié le Coordinateur national des États-Unis pour la pertinence du thème proposé et il a souligné que ce thème englobait les préoccupations qui revenaient le plus souvent ces dernières années.

En ce qui concerne le changement climatique, il a expliqué que son pays était reconnu comme l'un des territoires présentant le plus grand risque de vulnérabilité et que, malgré cela, il continuait à travailler pour réhabiliter les infrastructures et la production.

En ce qui a trait à la croissance et à la prospérité, il a attiré l'attention sur l'importance de la mise en œuvre d'actions axées sur le relèvement et centrées sur la coopération et l'assistance à la région. Il a également souligné que le Guatemala mettait en œuvre un plan de relèvement économique, qui vise à générer de nouvelles sources de revenus et qui s'inscrit dans le cadre d'un appel multisectoriel visant à élaborer un programme national de relèvement économique.

L'Ambassadeur Martinez a conclu en relevant l'importance de la commémoration du vingtième anniversaire de la Charte démocratique interaméricaine. Il a souligné que la démocratie représentative était le fondement de l'État de droit et des régimes constitutionnels, et il a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur de l'exercice de la démocratie, qui est l'un des piliers sur lesquels le Système interaméricain construit les bases de la prospérité du continent américain.

Le Vice-ministre des relations extérieures et Coordinateur national de la République dominicaine pour les Sommets, l'Ambassadeur Ruben Silie, a salué le choix du thème. Il a souligné qu'il englobait des priorités que le Gouvernement dominicain partageait. En ce sens, il a réitéré l'engagement de son pays à enrayer la pandémie et à œuvrer en faveur du relèvement, en mettant l'accent sur la nécessité de remédier aux lacunes structurelles telles que les inégalités, le changement climatique et l'adaptation technologique afin de parvenir à une plus grande résilience du continent américain.

Le Coordinateur national de la République dominicaine pour les sommets a formulé des observations sur les effets positifs de la dynamique créée par la prise en compte des vues des différents acteurs sociaux dans l'identification des besoins et il a soutenu que cela favorisait la possibilité que le Neuvième Sommet soit une occasion propice pour mettre en place un engagement reposant sur les réalités sociales des États, dans le cadre duquel les parties touchées sont impliquées.

La Coordinatrice nationale du Panama pour les Sommets, M^{me} Carla Ines Avila, a évoqué les efforts déployés par son pays pour mettre en œuvre l'Engagement de Lima. Tout d'abord, elle a souligné que l'Autorité nationale pour la transparence et l'accès à l'information a mis en place un engagement déontologique pour les agents de l'État, a promu les principes de gouvernement ouvert et a fourni à la société civile une formation sur l'accès à l'information.

En ce qui concerne le document de réflexion, elle a relevé qu'il permettrait aux chefs d'État et de gouvernement de travailler sur les défis auxquels la région est confrontée et qu'il est le fruit de

consultations avec la société civile et le secteur privé. Par la même occasion, elle a déclaré qu'il était important d'inclure dans les domaines prioritaires les problématiques de la parité hommes-femmes et de l'équité, ainsi que celle des groupes vulnérables. Elle a également appelé à continuer de travailler sur un accès juste et équitable aux vaccins.

M^{me} Avila a également indiqué que la lutte contre le changement climatique et la promotion d'un avenir vert ne pouvaient être menées qu'en tenant compte du principe des responsabilités communes mais différenciées, ainsi que de la contribution des pays développés en matière de technologie et de financement.

La Coordinatrice nationale de la Jamaïque pour les Sommets, l'Ambassadrice Janice Miller, a souligné que son pays restait déterminé à travailler avec ses partenaires pour mettre en œuvre les mandats de l'Engagement de Lima. Elle a attiré l'attention sur le fait que plusieurs initiatives avaient été mises en œuvre pour promouvoir la parité hommes-femmes et la justice sociale et elle a donné l'exemple de la politique nationale de la Jamaïque en matière de parité hommes-femmes.

Passant au document de réflexion, l'Ambassadrice Miller a exprimé le soutien de son pays au thème proposé et a noté que ce thème tenait compte des points de vue et des perspectives des pays, des institutions, du GTCC, et des acteurs non gouvernementaux. Elle a indiqué que le renforcement des capacités de leurs systèmes de santé par le biais de partenariats public-privé, l'accès aux vaccins et l'accélération de la croissance économique, étaient autant de priorités nationales, notamment parce que les Caraïbes avaient été touchées de manière disproportionnée par la pandémie. Elle a également estimé que la transition vers des énergies plus vertes était essentielle pour parvenir à l'efficacité énergétique, ainsi que pour tenir compte de la nécessité de limiter la hausse des températures à 1,5 degré Celsius.

L'Ambassadeur Gustavo Tarre Briceño, Coordinateur national pour les Sommets et Représentant permanent du Venezuela près l'OEA, a exprimé le soutien de sa délégation aux thèmes identifiés ainsi qu'à l'ordre du jour du Sommet. Par la même occasion, il a suggéré d'ajouter le mot « inclusif » au titre du thème.

L'Ambassadeur Tarre a expliqué que même si l'impact socio-économique de la pandémie avait déjà été analysé, ses conséquences étaient aggravées par les récentes catastrophes naturelles et une situation régionale sans précédent découlant de la crise migratoire au Venezuela et causée, entre autres facteurs, par la faim, le chômage, le manque de médicaments, la violation des droits humains, et l'insécurité. En ce sens, il a souligné l'importance de traiter du problème de la « crise migratoire » lors du prochain Sommet.

La Coordinatrice nationale adjointe de l'Argentine pour les Sommets, la Ministre Rosa Delia Gomez, a souligné que le thème reflétait largement les observations des pays, en traduisant dans les mots le caractère urgent de la coopération continentale, et en exprimant l'esprit de l'époque actuelle ainsi qu'une vocation commune pour l'avenir. Elle a souligné que les domaines prioritaires du document de réflexion constituaient un excellent point de départ pour parvenir aux accords nécessaires pour faire face à l'impact profond de la pandémie.

En ce qui concerne la santé, elle a expliqué qu'il était nécessaire de renforcer les capacités et de donner à tous l'accès aux outils nécessaires, afin que les États soient mieux préparés aux événements futurs, dans un contexte de coopération fluide entre les autorités sanitaires et les organismes de réglementation.

Pour ce qui est de l'environnement, elle a appelé à prendre des engagements qui consolident les efforts déployés au sein des instances multilatérales et qui garantissent des politiques permettant d'aller au-delà de l'objectif de 1,5 degré Celsius. Elle a également souligné la nécessité d'assurer une transition énergétique visant à réduire les émissions de manière significative.

En ce qui a trait au relèvement économique, elle a déclaré qu'il importait de mettre l'accent sur l'emploi, la solidité des entreprises, en particulier celle des PME, les règles du commerce équitable, sans négliger les politiques sociales lorsque cela est nécessaire. Elle a également souligné qu'il était essentiel d'adapter l'architecture financière internationale afin de garantir l'accès au financement dans des conditions d'équité.

En ce qui concerne les institutions démocratiques, la Coordinatrice nationale adjointe de l'Argentine pour les Sommets a évoqué la nécessité de garantir l'État de droit, la validité des libertés civiles, le plein respect des droits humains, l'approfondissement des actions de lutte contre la corruption et la recherche de la transparence et de la justice. À cet égard, elle a remercié le Pérou pour le travail qu'il a accompli lorsqu'il a assumé la présidence du GRIC et elle a assuré que l'Argentine continuerait à travailler avec ses autorités techniques pour contribuer aux plateformes des mécanismes.

Par ailleurs, elle a souligné que l'Argentine souhaitait travailler sur des questions transversales, telles que le rôle des femmes dans les sociétés et la poursuite de la parité hommes-femmes, compte tenu des incidences différenciées de la pandémie sur les femmes et sur la diversité. De même, elle a fait valoir que l'intersectionnalité et le respect des droits devaient être au cœur des efforts. Enfin, elle a relevé qu'au cours du processus des Sommets, les terminologies et les formulations seraient affinées afin de produire un texte ayant une forme acceptable pour tous les États.

Le Coordinateur national du Brésil pour les Sommets, le Ministre Maximiliano Barbosa Fraga, a déclaré que le document de réflexion contenait plusieurs éléments très pertinents. Il a mentionné en particulier les réponses communes de la région à la pandémie, le développement, la démocratie, le resserrement des liens entre les pays du continent américain, les chaînes de valeur régionales, le commerce et les investissements. Il a conclu en disant qu'en préparation du prochain Sommet, les pays pouvaient approfondir et affiner les documents, et il a réitéré la volonté du Brésil de continuer à travailler en ce sens.

L'Ambassadeur Fernando Velasco, Coordinateur national du Chili pour les Sommets, a rappelé qu'après la Première Réunion du GRIC de 2021, le Chili avait présenté ses priorités thématiques et que, à cet égard, il était heureux de voir que les questions qu'il avait proposées étaient incorporées directement ou indirectement. Il a donc exprimé le soutien de son pays au thème proposé et aux priorités définies.

Le Coordinateur national du Guyana pour les Sommets, l'Ambassadeur George Talbot, a souligné que le Guyana considérait le thème comme une réponse appropriée aux problèmes communs discutés dans d'autres réunions préparatoires et qu'il estimait que le thème englobait des domaines d'intérêt importants. Il a exprimé son soutien à l'accent porté sur la santé, en particulier la nécessité de renforcer les capacités de la région en matière de préparation aux pandémies. Il a ajouté qu'il était important que les Amériques soient mieux équipées pour répondre aux crises futures.

Il a également reconnu d'autres aspects pertinents tels que la sécurité alimentaire, à laquelle, selon lui, il convient d'accorder une attention particulière, notamment dans les Caraïbes, région dont la sécurité alimentaire est menacée du fait de la pandémie. Il a ajouté que la région était confrontée à un défi majeur dans la poursuite d'une croissance et d'une prospérité équitables, lequel défi transparaît en partie dans le fardeau de la dette auquel de nombreux pays sont confrontés. Enfin, il a mis l'accent sur la question du commerce et de l'environnement, qui est également essentielle au relèvement.

L'Ambassadeur Anthony W. J. Phillips-Spencer, Coordinateur national pour les Sommets et Représentant permanent de la Trinité-et-Tobago près l'OEA, a assuré de l'engagement continu de la Trinité-et-Tobago, et il a indiqué que si, à un moment donné, il était attendu de lui, en tant que coordinateur officiel, de soutenir l'un des domaines prioritaires, il serait prêt à le faire, étant donné l'approche inclusive proposée.

Le Représentant permanent de l'Équateur près l'OEA, l'Ambassadeur Carlos Játiva, a déclaré que son pays soutenait le processus des Sommets et il a souligné qu'il avait déjà formulé des observations sur la nécessité de passer, en quelque sorte, à une coordination renforcée entre les actions de l'OEA et celles du processus des Sommets et d'étudier la possibilité d'aller vers des réunions présidentielles annuelles, comme dans le cas des Nations Unies.

Concernant le document de réflexion, l'Ambassadeur Játiva a souligné qu'il s'agissait d'un document précieux et digne d'intérêt, qui pouvait faire l'objet de consultations supplémentaires, bien qu'il soit approuvé *ad referendum* par certaines parties.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'avenir du continent américain après la pandémie, il a mis en relief la question d'une coordination effective qui garantisse l'équité et l'inclusion, et il a ajouté qu'une telle coordination devrait mettre l'accent sur la solidarité.

Deuxièmement, il a appelé à se pencher sur la situation des pays à revenu intermédiaire, en particulier sur la nécessité de réexaminer les formules qui servent à définir ce qu'est un pays à revenu intermédiaire, sans se limiter aux seuls critères de la croissance ou du PIB. En ce sens, il a appelé à la reconnaissance de nouveaux critères, tels que la préparation aux chocs extérieurs et la compétitivité. Toujours en ce qui concerne la croissance et la prospérité, il a fait valoir qu'il était important de traiter la question de la migration, en particulier le cas du Venezuela.

Troisièmement, en ce qui concerne le développement d'économies vertes, il a souligné que le Président Lasso avait créé un ministère de l'environnement qu'il a ensuite transformé en un ministère de la transition écologique. Il a déclaré que cela n'était pas une simple question de terminologie mais que cela traduisait un devoir de la génération actuelle de garantir un avenir écologiquement sûr, en s'efforçant d'adopter des énergies vertes à tous les niveaux, y compris dans des pays comme l'Équateur, qui exportent des combustibles fossiles.

Enfin, en ce qui concerne les démocraties et le vingtième anniversaire de la Charte démocratique interaméricaine, il a souligné que pour l'Équateur la Charte est l'instrument le plus important de la région pour surveiller les risques de rupture de l'ordre démocratique et éviter de telles ruptures. Il a précisé qu'il n'était pas possible de parler de démocratie tant que des phénomènes tels que l'évasion fiscale continuent d'exister.

Le Coordinateur national et Représentant permanent du Nicaragua près l'OEA, l'Ambassadeur Luis Alvarado, a déclaré que le document de réflexion était approuvé *ad referendum* par le gouvernement nicaraguayen.

Le document de réflexion du Neuvième Sommet des Amériques a été publié sous la cote [GRIC/O.2/doc.51/21](#). Il importe de souligner que ce document ne faisait pas l'objet d'un processus d'adoption mais qu'il a été simplement présenté par le Président du GRIC afin d'alimenter la discussion par les États sur le thème et les priorités proposés pour le prochain Sommet.

Commentaires des institutions du GTCC

Le Secrétaire aux questions continentales, l'Ambassadeur James Lambert, a remercié le Président au nom du GTCC pour la réflexion approfondie qui transparait dans le document élaboré. Il a déclaré avoir constaté que de nombreux commentaires avisés formulés par les institutions du GTCC avaient été repris dans le document de réflexion.

M. Jose Antonio Ardavin, chef de la division Amérique latine et Caraïbes à l'OCDE, a souligné que les thèmes proposés par les États-Unis étaient très pertinents et il a déclaré que l'OCDE pouvait certainement y contribuer. Il a expliqué que son institution avait déjà travaillé sur de nombreux aspects inclus dans le document de réflexion et il en a fourni plusieurs exemples.

M^{me} Beverly Best, Directrice des relations extérieures à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), a indiqué qu'elle considérait que le thème était approprié pour le prochain Sommet. Par la même occasion, elle a déclaré que la question des systèmes alimentaires n'était pas aussi bien articulée qu'elle pourrait l'être. M^{me} Beverly Best a souligné que les systèmes agroalimentaires affectaient l'ensemble de l'économie, l'environnement ainsi que des aspects sociaux. Elle a conclu en soulignant la volonté de l'IICA de veiller à ce que cette question soit dûment prise en compte dans le document de réflexion.

Le Directeur des relations extérieures de l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) a relevé que son institution convenait de la nécessité de donner la priorité à la santé dans le document de réflexion et de promouvoir une plus grande coordination régionale pour répondre aux urgences. En ce sens, il a fait part du lancement de la Plateforme régionale pour faire progresser la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'autres technologies de la santé dans les Amériques, qui vise à promouvoir l'intégration régionale afin que le continent américain soit mieux préparé aux événements futurs.

Le Dr. Ciro Ugarte, Directeur des urgences sanitaires, s'est également exprimé au nom de l'OPS. Il a exposé certains des concepts clés discutés par les ministres de la santé dans le cadre du Conseil intérimaire de l'OPS et de la résolution sur la résilience et les systèmes de santé en période de COVID-19. Il a souligné que les effets de la COVID-19 dureraient de nombreux mois et il a expliqué que la COVID-19 n'avait pas seulement un impact sur les patients mais également sur le tissu social.

Il a fait valoir que la distribution des vaccins exigeait intégrité et solidarité. En ce sens, il a annoncé que l'OPS travaillait sur un traité mondial pour améliorer l'accès équitable aux vaccins et aux fournitures. De même, il a expliqué que la transparence et le partage en temps voulu des informations et des échantillons biologiques étaient essentiels. Il a conclu ses remarques en déclarant qu'il était nécessaire d'adopter une approche multisectorielle et gouvernementale, étant donné que la pandémie avait un impact sur toutes les dimensions, et pas seulement sur la santé.

M^{me} Raquel Artecona, responsable du bureau de la CEPALC à Washington, D.C., a déclaré que le document de réflexion tenait compte des préoccupations exprimées lors de la précédente réunion du GRIC et qu'il était pertinent face aux problèmes de la région. Elle a indiqué que le développement durable, résilient et égalitaire était précisément le domaine de travail de la CEPALC. Enfin, elle a annoncé que la CEPALC avait publié un plan pour l'autosuffisance en matière de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La Directrice régionale adjointe du PNUD pour l'Amérique latine et les Caraïbes, M^{me} Linda Maguire, a estimé que le document de réflexion reflétait la richesse des discussions. Elle a formulé des observations particulières sur le quatrième point, en déclarant que les processus démocratiques devaient répondre efficacement aux besoins des populations et assurer des résultats inclusifs. M^{me} Maguire a conclu ses remarques en déclarant que les pays devraient compter sur le soutien du PNUD et que le PNUD serait heureux de partager son expérience en matière de transparence et de responsabilité.

5. Considérations finales, questions diverses et clôture de la réunion

Le Président du GRIC a déclaré qu'il n'aurait pas été possible d'aller aussi loin sans le soutien de l'ancien coordinateur national des États-Unis pour les Sommets, M. Dale Eppler. Il a également exprimé sa gratitude aux délégués pour l'attention particulière qu'ils ont portée au document de réflexion.

M. Kevin O'Reilly a formulé des observations sur la réalisation récente d'un recensement aux États-Unis, qui a révélé qu'il y avait environ 6,5 millions de femmes et de filles de plus dans le pays que d'hommes et de garçons. Il a déclaré que sa délégation appréciait profondément les observations relatives à la nécessité, dans les démocraties représentatives, d'adopter des concepts liés à la parité hommes-femmes et à l'inclusion, et il a indiqué qu'il ne s'agissait pas d'un appel pour que chacun se souvienne de ramener des personnes des marges de la société et de les inclure dans son travail. Il a expliqué qu'au contraire, ces groupes constituaient des majorités dans les sociétés, et que les femmes et les jeunes filles avaient porté le fardeau de bon nombre des revers subis pendant la pandémie. De même, M. O'Reilly a déclaré qu'il espérait que l'accent soit suffisamment porté sur la dignité humaine, les communautés autochtones, les pauvres et les communautés rurales, car la plupart d'entre eux avaient dû faire face aux conséquences les plus graves de la COVID-19. En ce sens, il a rappelé les remarques de l'IICA sur la sécurité alimentaire et la possibilité d'avoir un accès juste et équitable à ces ressources. Enfin, il a déclaré que les États-Unis s'efforceraient de faire en sorte que les responsabilités souscrites en 2018 soient prises en compte.

En l'absence d'autres observations de la part des délégations, le Président du GRIC et Coordinateur national des États-Unis pour les Sommets leur a exprimé sa gratitude. Il a également remercié les institutions du GTCC pour le rôle qu'elles ont joué dans l'élaboration et le suivi des mandats, ainsi que le Secrétariat aux Sommets des Amériques pour les efforts qu'il a déployés en vue de la mise en œuvre de l'Engagement de Lima. Enfin, M. O'Reilly a déclaré qu'il attendait avec intérêt de continuer à travailler avec eux afin d'élaborer un programme à la fois ambitieux et orienté vers l'action.

Le Président du GRIC a déclaré la réunion close, le 7 octobre, à 12 h 24.